

# débat *militant*

Lettre électronique animée par des militants du courant Démocratie révolutionnaire de la LCR

N° 153 17 mai 2007

Contact-abonnement-désabonnement : [debatmilitant@lcr-debatmilitant.org](mailto:debatmilitant@lcr-debatmilitant.org) | Site : [www.lcr-debatmilitant.org](http://www.lcr-debatmilitant.org)

**Comité de coordination** : Fabienne Autan, Charles Boulay, Serge Godard,  
Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

[Accès au site Débat militant](#)

## De Chirac à Sarkozy, la logique des capitulations de la gauche

**M**ercredi, moment d'émotion au sommet de leur république si l'on en croit les médias, soucieux de nous faire vivre la passation des pouvoirs qui permettra à Chirac d'aller témoigner devant la justice et à Sarkozy d'essayer ses habits neufs de président rassemblant de l'extrême droite à la gauche... Pour tenter d'imposer une politique violemment hostile à la population, aux droits des travailleurs, à la jeunesse, dont son futur Premier ministre, Fillon, est le symbole, lui qui a été successivement l'homme de la réforme des retraites puis de l'Education nationale.

Rodé au maniement des grands mots et des phrases creuses, dans son premier discours de président, Sarkozy a rabâché ses thèmes de campagne « *réhabiliter les valeurs du travail, de l'effort, du mérite, du respect... rompre avec les comportements du passé...* » pour promettre « *de respecter la parole donnée et de tenir ses engagements* ». Le même, deux jours auparavant, dans un élan du cœur, résumait le fond de sa pensée en s'adressant à l'UMP, réticente à la nomination de Kouchner comme ministre des affaires étrangères : « *la fidélité, c'est pour les sentiments. L'efficacité pour le gouvernement.* » Tout un programme à l'image de Sarkozy !

Mais il faut dire qu'avoir des adversaires si complaisants est une aubaine dont la droite ne manque pas de profiter pour mettre en œuvre la politique de la grande coalition gauche-droite, à la française, petites manœuvres, coups tordus, trahison, reniements... Ces médiocres marchandages ont au moins le mérite d'étaler au grand jour ce qui est plus qu'une convergence entre la gauche et la droite, des connivences personnelles tissées pendant des années dans les allées du pouvoir entre gens qui partagent le même arrivisme et le même mépris de la population et des travailleurs.

Cette farce de l'ouverture à la sauce Sarkozy est l'aboutissement d'années de cohabitation inaugurée par Mitterrand et Chirac en 1986 dont la conclusion fut le 21 avril puis le 5 mai 2002. Le 21 avril, droite et gauche étaient l'objet d'un même désaveu dans la population, d'un même rejet qui les a conduites à se retrouver, le 5 mai, derrière Chirac. Le vote Chirac donnait les pleins pouvoirs à la droite pour accélérer les réformes que Chirac et Jospin avaient engagées ensemble, en particulier lors des accords de Lisbonne en mars 2000. La gauche était prisonnière de sa double capitulation. Elle avait abdicé de toute velléité de changement pour se plier aux exigences du capitalisme libéral et n'avait pas trouvé mieux que de se jeter dans les bras de la droite pour se protéger de Le Pen dont ses propres reniements avaient nourri l'ascension.

Sarkozy n'avait plus qu'à accompagner le mouvement, jouer l'homme de la rupture avec la droite de cohabitation, la droite-Chirac, pour prôner le changement et flatter dans un méli-mélo populiste les préjugés réactionnaires de l'extrême-droite et les aspirations des travailleurs trahis par la gauche... Et, pour porter

l'estocade, offrir au centre droit, au centre gauche et à des personnalités socialistes de rejoindre son rassemblement jusqu'au gouvernement. En prime, il s'est permis de recevoir, avant même sa prise officielle de fonction, les dirigeants des grandes confédérations syndicales que Raffarin avait su associer officiellement à la politique du « diagnostic partagé ».

Les discours catastrophistes et alarmistes qui ont suivi l'élection de Sarkozy auraient voulu grandir le petit personnage pour minimiser la défaite de la gauche, de toutes les composantes de l'ex-gauche plurielle. Mais la victoire de Sarkozy est bien l'aboutissement d'une longue série de capitulations d'une gauche intégrée au capitalisme, à ses institutions et à la politique libérale.

L'ambition de Sarkozy a patiemment mûri dans la serre chaude des luttes byzantines au sein de la droite elle-même et entre la droite et la gauche dans le cadre de la cohabitation inaugurée par Mitterrand et Chirac en 1986. Il a su se couler dans le moule pour travailler à sa propre ascension, doué d'une absence totale de conviction autre que son appétit de pouvoir, et, en cela, digne fils de Chirac. C'est cette absence totale d'idées autres que celle de son propre arrivisme qui a permis à Sarkozy de se mouler dans la politique de Chirac-Raffarin-Villepin pour jouer l'homme de la rupture en chassant sur les terres de l'extrême droite tout en vantant Jaurès pour finir par acheter des socialistes pour le compte de son gouvernement.

Un tel parcours n'a été possible que grâce aux capitulations des socialistes. Le vide politique de Sarkozy n'a de force qu'en réponse à leur propre abdication grâce au soutien du Medef.

D'une certaine façon, là est le danger. Instrument du Medef n'ayant d'autre politique que d'attaquer les droits des salariés et de la population, contraint de trahir toute fidélité à ses propres engagements, le démagogue n'aura d'autre choix que la fuite en avant pour entretenir les faux-semblants, l'illusion, cacher le fait que le petit homme a des habits trop grands pour lui.

C'est aussi sa faiblesse. Mais, là encore, il peut compter sur ses adversaires. Le PS qui appelle à respecter « *le verdict des urnes* », les transfuges qui courent apporter leur aide, les dirigeants syndicaux tout empressés à donner du crédit aux mensonges du démagogue populiste. Et on se demande qui est le pire de Kouchner ou de Thibault qui, en toute conscience de la nature des attaques dont Sarkozy a établi le calendrier, se dit satisfait des garanties que ce dernier lui aurait données et qu'il jugera aux actes !

La légitimité de Sarkozy loin d'être inattaquable est minée de contradictions. Il est l'homme d'une minorité de privilégiés, des Bolloré, Pinault, Arnaut, Lagardère et autres Bouygues. Son discours sur la valeur travail ou « *ceux qui se lèvent tôt* » est vide, écran de fumée qui ne peut être crédible que parce que ceux qui prétendent le combattre mentent tout comme lui. Le cynisme de Sarkozy ne fonctionne que parce qu'il n'a en face de lui, dans le théâtre des institutions, que le cynisme de ceux qui prétendent parler au nom de la démocratie, du progrès, des travailleurs et des classes populaires.

La victoire de Sarkozy est leur défaite, elle n'est pas celle du monde du travail.

Cette défaite pourrait, demain, devenir celle des travailleurs si nous n'étions pas capables de réagir, d'en tirer les enseignements pour nous donner les moyens de préparer une contre-offensive. Il y a urgence et les jeunes, bien des travailleurs, des militants en ont pris conscience.

Il apparaît sans ambiguïté que pour résister, préparer la contre-offensive du monde du travail et de la jeunesse il faut engager un mouvement de reconstruction du mouvement ouvrier tant sur le terrain social que politique. Le Parti communiste était la seule force qui, au sein de cette gauche gouvernementale et bourgeoise, exerçait une pression dans le sens des intérêts des travailleurs bien que lui-même ait depuis longtemps abdicqué de ses propres idées. Il les avait monnayées en donnant son appui et sa caution au PS en échange de son intégration à la vie politique nationale dans les institutions. Ses propres capitulations et reniements ont permis à Mitterrand d'abord puis à Jospin, de le laminer par les mêmes méthodes que celles que Sarkozy emploie contre le PS. Aujourd'hui, le PC est effondré. Une page est tournée.

Un mouvement s'engage pour organiser les résistances et les luttes. Les jeunes qui manifestaient mercredi, ceux qui dans les facs et les lycées tiennent des AG, discutent de moyens de réagir ont raison. Ils ont raison de s'opposer à tous ceux qui leur prêchent la résignation, dénoncent les jeunes qui osent contester « *le verdict des urnes* » parce qu'ils ont peur de la jeunesse qui refuse d'abdiquer, de capituler devant le caractère profondément antidémocratique des institutions, de la machine étatique comme des médias et de l'ensemble de la société soumise à la loi du fric. Oui, cette démocratie est une machine à duper le peuple, à le dominer pour lui faire approuver une politique qui, quel que soit l' élu, sera contraire à ses intérêts car soumise à ceux des classes dirigeantes.

Ceux qui appellent à respecter le verdict des urnes et justifient la répression contre les jeunes sont les mêmes qui ont préparé le terrain de la victoire de Sarkozy.

La jeunesse aspire à une réelle démocratie, c'est-à-dire le droit pour le plus grand nombre de décider et de contrôler la marche de la société et en particulier les élus. Elle n'est pas comptable des capitulations, des reniements, des trahisons de la gauche, elle veut prendre l'avenir en main, elle a raison.

Et pour tous ceux, et ils sont nombreux, qui n'ont pas abdiqué de changer le monde, de lutter pour la dignité et le droit des opprimés, pour l'émancipation, loin de céder à la démoralisation des gens faillis, s'ouvrent une nouvelle perspective riche de possibilités. C'est de cette rupture de la jeunesse avec les vieux partis sociaux-démocrates et staliniens que naît un nouveau mouvement capable de représenter réellement les travailleurs et les opprimés. Au cœur de ce mouvement pour rassembler les forces de ceux qui veulent lutter, nous entendons contribuer à redonner vie aux idées de la lutte de classe, à la perspective de transformation révolutionnaire de la société, seule perspective de démocratie, de progrès, d'épanouissement humain.

C'est un large débat qu'il nous faut ouvrir.

*Yvan Lemaitre*



N'hésitez pas à diffuser  
et faire circuler **débat***militant*. Merci.